

ACTION URGENTE

RUSSIE. CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ D'UN ARTISTE DÉTENU

L'artiste performeur russe Petr Pavlenski a été inculpé de vandalisme parce qu'il a mis le feu à l'entrée principale du Service fédéral de sécurité le 9 novembre. Détenu dans un hôpital psychiatrique de Moscou, il est privé d'avocat et coupé du monde. Son épouse est inquiète pour sa santé.

Petr Pavlenski a été arrêté le 9 novembre, après avoir aspergé d'essence l'entrée principale du Service fédéral de sécurité (FSB) et y avoir mis le feu. Devant les portes en flammes, il a demandé à être arrêté pour « terrorisme ». Il a déclaré protester ainsi contre le fait que les autorités répriment des dissidents en les accusant d'infractions liées au terrorisme. Il a été inculpé de vandalisme sous-tendu par une haine d'ordre idéologique. Cet artiste performeur a mené de nombreuses actions dénonçant la répression de la liberté d'expression en Russie : il s'est cousu la bouche pour protester contre l'arrestation des membres du groupe Pussy Riot, s'est cloué les bourses aux pavés de la place Rouge et s'est tranché le lobe de l'oreille, assis sur le mur de l'hôpital psychiatrique où il est détenu, pour mettre en lumière l'utilisation abusive de la psychiatrie.

Il a été incarcéré initialement au centre de détention provisoire de Boutirka, à Moscou, où les avocats forment de longues files d'attente dans l'espoir de pouvoir rencontrer leurs clients dans les quelques salles prévues à cet effet. Il n'a d'ailleurs pas vu ses représentants juridiques depuis début décembre. Le 26 janvier, il a été transféré au Centre scientifique national Serbsky pour la psychiatrie sociale et médico-légale afin d'y être examiné. Le 27, le médecin chef l'a placé en quarantaine à cause d'une épidémie de grippe et a fermé l'établissement à tous les visiteurs, qui doivent désormais solliciter son autorisation. Les avocats de Petr Pavlenski ont demandé à voir leur client et on leur a indiqué qu'ils recevraient une réponse dans les 30 jours. L'un d'eux a expliqué à Amnesty International que, selon lui, la mesure de quarantaine était une tentative délibérée d'empêcher la médiatisation de l'affaire. Aux termes du droit russe et des normes internationales relatives aux droits humains, les détenus doivent pouvoir consulter leurs avocats et communiquer avec le monde extérieur.

Le 3 février, le tribunal du district de Taganski, à Moscou, a prolongé la détention de Petr Pavlenski jusqu'au 5 mars en l'absence de l'intéressé. Dans un message publié sur Facebook, l'épouse de l'artiste a déclaré qu'elle craignait pour la santé et le bien-être de celui-ci : « On ne sait pas si on lui injecte des médicaments, si on lui donne des comprimés. On l'ignore. »

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en russe ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités russes à permettre à Petr Pavlenski de consulter immédiatement son avocat et d'entrer en contact sans délai avec sa famille ;
- appelez-les à faire en sorte que cet homme ne soit pas contraint à suivre un traitement psychiatrique contre son gré et ne subisse pas d'autre forme de mauvais traitements.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 24 MARS 2016 :

Procureur général

Yurii Yakovlevich Chaika
Prosecutor General's Office
ul. B. Dmitrovka, d.15a
125993 Moscow GSP-3 (Russie)
Fax : + 7 495 987 5841 / + 7 495 692
1725

Formule d'appel : *Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,*

Ministre de la Justice

Veronika Igorevna Skvortsova
ul. Neglinnaya d.25, 3-y podezd
Moscow (Russie)
Courriel : info@rosminzdrav.ru
Formule d'appel : *Dear Minister, / Madame la Ministre,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Russie dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

RUSSIE. CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ D'UN ARTISTE DÉTENU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les deux établissements mentionnés dans le présent document ont un certain passif. Le Centre scientifique national Serbsky pour la psychiatrie sociale et médico-légale est connu pour avoir introduit le concept de « schizophrénie insidieuse » dans les années 1960. Ce diagnostic, qui n'était pas reconnu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ni utilisé hors de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est, était appliqué uniquement à des dissidents, qui étaient ensuite emprisonnés dans des hôpitaux psychiatriques parce qu'ils s'opposaient au régime. L'institution affirme toutefois avoir fait table rase de son passé. Le siège du FSB se situe place Loubianka, dans l'ancien bâtiment du Comité de sûreté de l'État soviétique (KGB), où de nombreux dissidents ont été détenus et soumis à des actes de torture ou à d'autres mauvais traitements.

Nom : Petr Pavlenski

Homme

AU 34/16, EUR 46/3418/2016, 11 février 2016